

# *Le Développement durable,*

*Ou*

*Comment répondre aux besoins présents  
sans compromettre la capacité des générations  
futures à répondre aux leurs ?*

Synthèse des travaux menés durant l'année scolaire 2002-2003 par les membres du Club de Citoyens des  
A.I.L. de Ste Anne – Marseille 8<sup>ème</sup>, sur les questions de citoyenneté

# BIBLIOGRAPHIE

## Textes de référence :

Loi n°99-533 du 25.6.1999 (JO sur le site de Legifrance)  
Manifeste pour un développement durable ([www.convictions.org](http://www.convictions.org))  
Note de présentation de la semaine du développement durable du 2 au 8 juin 2003 (Ministère de l'écologie et du développement durable - 20 av de Ségur – 75302 Paris 07 SP)  
La culture n'est pas une marchandise (Lignes d'Attac n° 24)  
L'eau bien commun de l'humanité (dossier Attac)

## Journaux :

Le Monde Diplomatique (5-2001, 7-2002, 11-2002, 1-2003),  
Alternatives économiques,  
Politis (et plus spécialement le Dossier Politis du 25 juillet 2002 intitulé : De Rio à Johannesburg),  
Manière de voir n° 65 La ruée vers l'eau,  
Centre Infos (revue du CDATM 8 rue Barbaroux 13001 Marseille), n° 64-65,  
Silence (9 rue Dumenge 69004 Lyon) - (en particulier les n° 272, 275, 280, 287, 288, 290, 295)  
Valeurs mutualistes (revue de la MGEN) (de septembre 2002 à mai 2003)  
Combat Nature n° 138  
CRIIRAD-Trait d'union n° 23-24 (2002)

## Sites sur la Toile :

[www.agora21.org](http://www.agora21.org)  
[www.decroissance.org](http://www.decroissance.org)  
[www.association4D.org](http://www.association4D.org)  
[www.globenet.org/demain-le-monde](http://www.globenet.org/demain-le-monde)  
[www.recidev.fr.st](http://www.recidev.fr.st)  
[www.unesco.org/education/tlsf/](http://www.unesco.org/education/tlsf/)  
[www.globenet.org/terre-d-avenir](http://www.globenet.org/terre-d-avenir)

## LIVRES :

BRUNDTLAND Gro Harlem: Notre avenir à tous – rapport de la Commission mondiale de l'environnement - Edit. du Fleuve (1989)  
BRUNEL Sylvie : La Coopération Nord-Sud - Que sais-je n°3190  
BRUNEL Sylvie : Le sous-développement - Que sais-je n°3165  
CHASSANDE Pierre : Développement durable , Pourquoi ? Comment édisud( août 2002)  
COMELIAU Christian : Les impasses de la modernité - Edit Le Seuil (2000)  
De BERNARD François : La pauvreté durable - Edit. Le felin (2002)  
GEORGESCU-ROEGEN Nicolas : La décroissance - Edit Le sang de la Terre (1995)  
KLEIN Naomi : No logo, la tyrannie des marques - Edit. Leméac/Actes Sud  
LATOUCHE Serge : La déraison de la raison économique - Edit Albin Michel (2001)  
LECOMTE Jacques : L'eau - Que sais-je n° 266  
LONDON Caroline : Commerce et environnement - Que sais-je n° 3592  
MAILLET P et ROLLET Ph : La croissance économique - Que sais-je n° 1210  
MOORE Michaël : Dégraissez-moi ça ! - Edit. La Découverte  
MORAND-DEVILIER Jacqueline : Le droit de l'environnement - Que sais-je n° 2334  
MOREAU-DEFARGES Philippe : La mondialisation - Que sais-je n° 1687  
MUTIN Georges : De l'eau pour tous - Edit. La documentation française (2000)  
PARTANT François : Que la crise s'aggrave - Edit. Parangon/L'Aventurine (2002)  
PASSET René : Néolibéralisme ou développement durable, il faut choisir - Doc. Attac (<http://rezo.net/16803>)  
PETRELLA Ricardo : L'eau bien commun de l'humanité - Edit. Labor (1999)  
REEVES Hubert et LENOIR Frédéric : Mal de terre science et découverte , collection seuil( avril 2003)  
ROUSTANG Guy : Le risque du marché – édit Desclée de Brouwer (2002)  
ROUSTANG Guy : L'économie contre la société – édit.Seuil (1993)  
ROUSTANG Guy et alii : Vers un nouveau contrat social – édit. Desclée de Brouwer (1996 / 2000)  
SACQUET Anne-Marie : Atlas mondial du développement durable - Edit. Autrement (2002)

## *À méditer :*

"Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre et ne soient pas destructeurs pour la possibilité d'une telle vie." Emmanuel Kant

"Ce sont les notions de solidarité, de générosité, d'altruisme qui font de l'homme une espèce supérieure. Quels humanistes de la grande compétition des temps modernes lui apporteront-ils cet impondérable qui donnerait au monde des marchands et des conquérants économiques un minimum de morale et de grâce ? " Bernard Esambert.

"Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage." Jean Jaurès

"Notre terre, on n'en hérite pas de nos parents, on l'emprunte à nos enfants." Antoine de St Exupéry.

**L**es membres du Club de Citoyens de Marseille se sont précédemment interrogés sur les processus qui permettent la création de liens sociaux ; nous avons déjà souligné avec le sociologue Roger Sue « *face aux républiques vieilles et aux Démocraties fatiguées, le renouveau nous vient du fond du lien entre les individus et de l'ouverture d'une scène mondiale, improvisant de nouveaux modes de régulation face à une conscience collective qui bouscule les frontières* ».

En effet quelques constats s'imposent :

- Depuis la seconde guerre mondiale, l'état du monde paraît s'être amélioré
- les progrès de l'agriculture ont permis de nourrir un plus grand nombre d'humains, alors que la population mondiale était multipliée par trois.
- De nombreuses maladies ont été éradiquées.
- L'espérance de vie s'est nettement allongée, au moins dans nos pays "avancés".
- Une forte expansion de l'alphabétisation est notée.
- Le niveau et les conditions de vie des pays "développés" et "émergents" connaissent d'immenses avancées.
- Des technologies qui favorisent les échanges et qui pourraient nous permettre de maîtriser notre vie et notre environnement sont mises à la disposition de l'humanité .... Certes selon des paramètres qui sont ceux de la majorité des humains vivant dans nos sociétés occidentales.

La foi dans le progrès qui animait nos sociétés au sortir d'épreuves terribles apparaissait largement fondée. Pourtant en ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle, quand nous occidentaux envisageons l'avenir, ce n'est plus l'espoir en la capacité collective des hommes à améliorer le sort de l'humanité qui nous saisit mais au contraire une certaine angoisse. Par pans successifs, l'horizon s'assombrit :

- Nous avons éprouvé la fragilité de la mécanique "croissance" (avec son lot de chômage, d'exclusion et de fracture sociale)
- Nous avons découvert un fossé entre pays riches et pauvres.
- Parallèlement, nous avons commencé à comprendre que nos sociétés de consommation et de gaspillage nous amènent vers l'assèchement des ressources naturelles et la mise en péril d'écosystèmes indispensables à la survie de notre espèce.
- Ajoutons à cela que désormais l'économie est mondialisée : des mécanismes anonymes (que nous avons créés) ont pris les commandes ; ainsi notre capacité globale de conduire notre destin est largement remise en question.

Pourtant dès juin 1992, le premier "Sommet de la terre" est organisé à Rio de Janeiro par les Nations Unies ; 178 chefs d'Etat et de gouvernement y participent. Il est qualifié de "sommet de l'environnement et du développement", la locution de "développement durable" y apparaît et dix ans plus tard ce concept de "développement durable" est de tous les discours. En août 2002, un sommet mondial lui est consacré à Johannesburg, en Afrique du Sud. En France un secrétariat d'Etat lui est dévolu depuis mai 2002 et une semaine du développement durable y est organisée du 2 au 8 juin 2003, indiquant une volonté d'y inscrire non seulement une stratégie nationale de développement durable, mais aussi celle des entreprises, des collectivités locales, des associations qui se réclament de ce concept.

Au Club de Citoyens nous nous sommes donc interrogés : S'agit-il d'une improvisation « *de nouveaux modes de régulation face à une conscience collective qui bouscule les frontières* » ? Que recouvre cette expression omniprésente ? S'agit-il d'un concept à la mode sous les projecteurs des médias, récupéré, galvaudé, recyclé, servant d'alibi au monde économique ou marque-t-il une prise de conscience mondiale des risques pesant sur la planète ?

Nous avons tout d'abord essayé de remonter aux origines du concept, avant d'analyser le développement durable comme une volonté politique de prôner un développement réellement maîtrisé, capable de concilier les besoins des hommes et la prévention des équilibres **écologiques, sociaux et économiques** dans le long terme.

Le monde ne pouvant être durable qu'à une triple condition :

- Etre équitable : en refusant définitivement les inégalités.
- Etre vivable : assurant à tous les conditions pour y vivre et non y seulement survivre.
- Etre viable : répondant aux besoins actuels de tous les habitants de la planète, sans compromettre les besoins futurs.

Exhortant la jeunesse des années 2000, Axel Kahn déclarait : "*Vous prenez, en quelque sorte, possession d'un monde magnifique, prometteur et inquiétant : faites- en bon usage, vous le pouvez.*"

Première partie :  
**UNE APPROCHE HISTORIQUE ET UNE DÉFINITION DU  
CONCEPT  
"DÉVELOPPEMENT DURABLE".**

**Historique:**

Au regard du caractère fini de la planète, la croissance démographique, a fortiori combinée avec celle de la consommation individuelle, a suscité depuis longtemps réflexions et inquiétudes. Là se trouve l'origine de l'idée du développement durable.

Déjà Maltus (1798) notait que la croissance de la population s'effectuait beaucoup plus rapidement que la progression agricole, d'où une paupérisation (famines) et sa théorie de limiter la croissance démographique.

Plus près de nous, Indira Gandhi soutenait que « la pauvreté est la pire des pollutions »

On peut citer aussi le Club de Rome (1968) et sa tentation de croissance zéro ou la déclaration de Stockholm (1972) à l'occasion d'une conférence des Nations Unies qui indiquait la nécessité de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de développement socio-économique équitables et respectueuses de l'environnement.

C'est dans les années 70 qu'apparaît l'idée d'*écodéveloppement* basé sur la satisfaction des besoins fondamentaux des humains.

En 1980 l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature se réfère pour la première fois à cette notion de développement durable ; en 1987 les Nations Unies créent une commission, présidée par la norvégienne Mme Brundtland qui fut l'auteur d'un rapport où la première définition du concept est donnée :

**« Le développement durable répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».**

En 1992 le sommet de Rio, « sommet de la terre », (170 pays), organisé par les Nations Unies, est celui "de l'environnement et du développement" ; le terme de développement durable y est consacré et popularisé (plus exactement, dénommé en anglais « sustainable development »). Au cours de ce sommet qui mobilisa durant plus de deux semaines institutions, scientifiques, ONG, peuples indigènes, collectivités locales, entreprises, « citoyens du monde », naît l'espoir d'un autre monde, plus juste, plus sûr, plus respectueux des hommes et de l'environnement.

Les principes explicités alors sont :

- Principe de précaution : en l'absence de certitudes suffisantes, s'abstenir d'une option technologique, politique... quand ses conséquences (souvent planétaires) dépasseraient largement les bénéfiques (exemple OGM).

- Principe de solidarité entre les générations : prendre en compte l'impact futur des choix présents

- Principe de participation : c'est l'affaire de tous, penser globalement, agir localement.

Les 170 chefs d'Etat présents signent un programme d'actions pour le XXI<sup>ème</sup> siècle connu sous le nom « d'Agenda 21 ». Ce programme insiste sur les interactions entre les équilibres sociaux, le maintien des écosystèmes, l'efficacité économique ; il mentionne la nécessité d'établir des règles équitables pour le commerce international, d'instaurer les principes de

précaution écologique, en plaçant au centre des débats l'enjeu de la dignité humaine et la participation des citoyens aux décisions qui engagent le présent et l'avenir.

Il s'agit de réconcilier efficacité économique, justice sociale et conservation de l'environnement. Il s'agit aussi de concilier les intérêts des êtres humains avec la nature, ceux des générations futures avec les hommes de maintenant, ceux des pays du Sud avec ceux du Nord.

Divers sommets suivront : juin 97 New York, au bilan plutôt décevant, décembre 97 Kyoto, où des engagements chiffrés sont pris concernant l'émissions des gaz à effet de serre, novembre 98 Buenos-Aires qui n'a pas été à même de formuler des modalités pratiques pour le respect des engagements.

**Définition**

**Le concept de développement durable passe par la nécessaire recherche des complémentarités humaines, intellectuelles, matérielles et financières.** De ce fait il revêt plusieurs volets indissociables :

■ **Environnemental** : L'opposition entre environnement et développement doit être dépassée. L'environnement et les équilibres naturels sont à la base du développement social et humain; ils sont mis en péril par les activités humaines à tous les niveaux : mondial, transnational, national et local. Dans le cadre du développement durable l'environnement est vu sous le double aspect des ressources et des pollutions.

On s'attache aussi aux "catastrophes lentes" qui semblent négligeables à court terme mais qui peuvent être dramatiques à long terme. Ces problèmes font de plus en plus l'objet de politiques internationales à tel point qu'on parle de mondialisation environnementale. Les problématiques environnementales sont encore souvent abordées de façon isolée alors qu'elles sont en fait largement interdépendantes.

■ **Social**: La composante sociale du développement durable va de la mise en œuvre de l'équité au renforcement de l'identité des êtres humains dans la diversité.

L'équité se joue au niveau mondial par la solidarité vis à vis des pays du Sud (aide publique au développement) et la lutte contre la pauvreté. Le développement durable pose aussi le problème de l'équité intergénérationnelle et notre responsabilité vis à vis des générations futures. On distingue en général le développement humain, qui renforce la capacité individuelle par l'éducation et le partage de valeurs éthiques, du développement social qui s'attache aux relations sociales et culturelles, aux capacités collectives et aux processus de décision, à la gouvernance.

Par développement humain le Programme des Nations Unies pour le Développement entend par exemple : responsabilisation, coopération, équité, durabilité, sécurité.

Le sommet "social" de Copenhague en 1995 a porté spécifiquement sur ce thème ; il a été aussi développé au Caire (démographie), Pékin (femmes) et Istanbul (habitats humains).

■**Économique**: Pour les entreprises, l'économie du développement durable porte sur une vision de long terme, sur l'environnement (management environnemental, dématérialisation, transition du produit vers le service, écologie industrielle...), le social et la ressource humaine (management intégré, indicateurs de développement durable), et enfin le territoire : développement local et comportement des multinationales dans les différents pays.

La recherche d'une meilleure régulation de l'économie et du commerce mondial fait jouer un rôle croissant aux outils économiques, permettant d'internaliser les coûts environnementaux et sociaux (fiscalité et marchés des droits à polluer) et de favoriser les démarches volontaires (certification, labels).

Une meilleure allocation des financements vers le développement durable mobilise des investissements privés grâce à des informations environnementales et sociales sur les entreprises (indicateurs de développement durable et fonds éthiques) et sur les projets, ainsi que l'aide publique au développement.

■**Institutionnel**: Le développement durable doit se décliner à tous les niveaux : international, national et local. Il implique des nouveaux mécanismes de décision politique où aucun acteur n'est en situation d'autorité mais où tous doivent coopérer dans des processus de négociation complexes (voir gouvernance).

L'enjeu de la gouvernance mondiale pose le problème de la régulation du commerce mondial (OMC) en matières économique et sociale. Différentes institutions multilatérales dépendant ou non des Nations Unies jouent un rôle influent : Commission du Développement Durable, PNUD, PNUE... De nombreuses conférences ont suivi le sommet de la terre de Rio de 1992 en déclinant le développement durable dans divers secteurs : le Caire en 1994 pour la population, Copenhague en 1995 le sommet social, Pékin en 1995 le sommet des femmes, Istanbul en 1996 Habitat II, le sommet des villes.

Les grandes conventions sur la biodiversité ou le climat signées en 1992 à Rio ainsi que les conventions sur la désertification, les différentes réunions sur les forêts et sur l'eau ont leur propre agenda. Les conventions sont dirigées par la Conférence des Parties signataires (COP) qui se réunissent à un rythme annuel.

#### ***Au niveau local et organisation des territoires:***

On ne peut séparer l'utilisation des terres (espaces naturels, espaces agricoles et ruraux, espaces urbanisés), la répartition des activités (logement, commerce, production...) et les infrastructures. L'étalement urbain, demande de nouvelles infrastructures qui stimulent la demande et donc l'étalement urbain, mais l'explosion de la mobilité n'est pas durable à long terme en terme de consommation d'espace par les infrastructures, de contribution à l'effet de serre et de pollution urbaine.

Dans le contexte de la mondialisation le développement local prend toute son importance. La mise en place de procédures d'Agenda 21 locaux devrait permettre la mobilisation de toutes les parties prenantes (acteurs économiques et sociaux) vers des objectifs stratégiques de développement durable. Ces stratégies

doivent s'appuyer sur la valorisation des atouts patrimoniaux et des ressources des territoires.

L'utilisation d'indicateurs de développement durable adaptés à chaque contexte devrait permettre la mesure de l'évolution des collectivités vers le développement durable.

#### ***Au niveau gouvernance :***

Combinaison de démocratie électorale, de participation des citoyens et d'approches rationnelles de la décision basée sur des indicateurs et des évaluations, le développement durable fait référence aux méthodes permettant d'impliquer l'ensemble des parties prenantes. Ces institutions qui combinent démocratie participative et électorale, ainsi que les outils d'évaluation des politiques et la transparence du processus de décision relèvent d'un contexte général qualifié de bonne gouvernance.

L'information et l'accès du public à l'information sont ainsi une composante importante permettant de mettre en œuvre la gouvernance.

**Implication citoyenne** : Les modes de production et leur impact sur l'environnement et les ressources ne pourront évoluer sans une responsabilisation des consommateurs. Le mode de consommation des pays du Nord n'est pas durable à long terme ni généralisable aux pays du Sud.

Les comportements vertueux en matière sociale et environnementale doivent être stimulés par la demande des consommateurs. Les approches traditionnelles réglementaires et fiscales font principalement pression sur les producteurs. Par la labélisation (écoproduits, label agriculture biologique...) les consommateurs peuvent avoir des garanties sur l'impact de leur consommation et encourager les entreprises les plus vertueuses. Mais la technologie ne résout pas tout, la notion de rendement écologique des produits ne doit pas se substituer à la modification de modes de consommation non durables. L'écocitoyenneté et l'éducation du consommateur doivent commencer dès l'école.

La session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies de juin 1997 a fixé l'ordre du jour de la 6<sup>ème</sup> session de la Commission du Développement Durable des Nations Unies. Parmi les trois thèmes de discussion figure l'industrie. Cette réflexion est dans la droite ligne de l'Agenda 21 (Action 21) de Rio qui déclarait dans son chapitre 30 " ***le commerce et l'industrie, y compris les sociétés transnationales et les organisations qui les représentent, doivent participer pleinement à la réalisation et à l'évaluation des activités relatives au programme Action 21.***" Ce chapitre prend place dans la partie 3 de l'Agenda 21 qui traite des grands groupes, c'est à dire des acteurs qui doivent contribuer au développement durable. Les propositions de Rio pour les entreprises concernaient essentiellement le management environnemental des entreprises et l'utilisation de technologies propres ("écologiquement rationnelles"). Il insistait aussi sur l'importance du rôle des syndicats (à qui est consacré le chapitre 29), des PME et de leur relation avec les grands groupes, sur l'accès au capital... Malgré ces points, force est de constater que la proposition porte principalement sur l'environnement.

Où en sommes nous quelque dix ans plus tard ? Certes des décisions ont été prises lors de cette Conférence de Rio, mais elles concernent plus l'environnement que le développement. La plus grande réussite fut celle la négociation du traité sur le changement climatique, qui a abouti, en 1997 à la signature du protocole de Kyoto, contraignant les pays

industrialisés à prendre des mesures visant à réduire les émissions des gaz responsables du réchauffement de la planète, qui aux yeux de nombreux chercheurs, constituent la menace la plus sérieuse ; à noter que ce traité n'a pas été ratifié par les États-Unis, ni par le Canada et l'Australie !

Alors que les organisateurs espéraient voir un changement de cap important en particulier un engagement des pays riches envers les pays pauvres, entre 1992 et 2000, l'aide publique au développement apportée par les pays riches a diminué, passant à 0,22% du PIB alors qu'ils s'étaient engagés à atteindre le niveau de 0,7%). Alors que ces mêmes organisateurs espéraient une rupture radicale dans la conception du développement et donc des modes de production, de l'utilisation des ressources naturelles et de la répartition des richesses, la conférence n'aboutit qu'à un gigantesque programme d'actions baptisé "agenda 21" et comportant 2500 recommandations, qui est resté lettre morte ( mis à part quelques exceptions comme la loi Voynet du 25 juin 1999 dont on connaît le sort... Ses décrets d'application ne sont jamais sortis, il s'agit donc d'une loi "mort née". On constate en fait que les retombées du sommet de Rio sont consacrées aux problèmes environnementaux des pays riches.

À l'évidence l'économie Terre ne peut continuer sur sa lancée, à moins d'abandonner totalement la notion de solidarité puisqu'il est mathématiquement impossible d'offrir à l'ensemble des humains les conditions de vie de la minorité que constituent les pays riches.

Savoir si la réponse est la notion de développement durable, telle qu'elle est déclinée dans les sommets internationaux, par les médias et par des groupes de pression, est une autre question.

Des voix se font entendre qui dénoncent la notion même de "croissance" ou de "développement" (Est-il indispensable de toujours "progresser" ?).

On peut s'interroger sur les motivations des tenants du pouvoir, tant économique que politique, de prendre en compte des problèmes qu'ils ont créés eux-mêmes sans remettre en cause les principes mêmes de ce pouvoir (sauf à admettre que l'économie ne s'exerce toujours que dans l'intérêt du bien commun, et jamais d'une caste, ce qui reste à démontrer !).

Pourtant nous assistons à une révolution des idées, à une prise de conscience générale de problèmes que nous n'avons guère vu venir et qu'il paraît désormais bien difficile d'ignorer. Nous pouvons peut-être contester la philosophie qui sous-tend la mise en place des outils du développement durable, il n'est guère contestable que la mise en place d'outils permettant de prendre en compte ces problèmes est une nécessité, à moins de penser que la question se résoudra dans un cataclysme à l'issue des plus incertains. Mais les nantis de l'humanité seront-ils prêts à rechercher un autre mode de vie, à cesser de penser que *plus signifie mieux* ?

Toutes ces bonnes intentions ne sont-elles pas plombées par le fait même que les décisions prises ne sont pas appliquées (l'aide aux pays sous-développés qui devait atteindre 0,7% n'est que de 0,32% pour l'Europe, et de 0,1% pour l'État le plus puissant de la Planète), qu'aucun tribunal international n'est prévu pour sanctionner leur non respect (alors que le marché a déjà ses tribunaux et ses sanctions). Mais si on peut le

regretter on peut aussi constater qu'il s'agit de mettre en place des actions sur le long terme et que toute société a besoin du temps pour créer ses outils et les perfectionner. Comme exemple d'actions appelées à se développer on cite les boutiques du Commerce Équitable, qui engagent le consommateur dans son action d'individu.

De toutes façons la fracture sociale nous menace de toutes part, non seulement dans le déséquilibre Nord Sud, le plus criant mais le plus supportable quand même, pour les nantis au moins, mais au sein même de notre société : un Français sur dix vit en dessous du seuil de pauvreté, le travail n'est plus proposé à tous, le droit à la retraite est menacé, l'école n'est plus la même pour tous, l'écart des revenus s'accroît dans des proportions jamais connues, le droit au logement n'est plus qu'un vague souvenir, et la charité devient le moyen de résoudre les injustices sociales, comme au bon vieux temps des dames patronnesses...

Les hommes politiques feignent de prendre en compte ces questions. Y croient-ils vraiment. Les questions que soulève la survie de l'humanité ne sont pas de celles qu'on vend facilement, et le politique, obnubilé par la construction de sa carrière et sa survie au pouvoir, se condamne depuis trop longtemps au court terme, le seul payant électoralement.

L'intérêt de ces questions de développement durable réside précisément dans le fait que la prise en compte de ces problèmes désormais ne relève plus uniquement des politiques et des solutions qu'ils ont à proposer, mais d'abord d'un débat citoyen qui fait suite à une prise de conscience. Les grands débats internationaux révèlent combien en-dehors des politiques la société civile a souhaité s'impliquer dans la recherche de solutions à ces questions vitales. C'est bien parce que la confiance dans les hommes politiques est en baisse que le citoyen doit enfin s'emparer du pouvoir qu'il a abandonné dans des mains qui n'en sont plus toujours dignes. C'est ce mouvement citoyen qu'on voit poindre à Porto Alegre, ou dans ces nouvelles organisations que sont AC! Agir ici, le DAL, ou Attac, pour ne citer que quatre exemples parmi bien d'autres. S'emparer du pouvoir, c'est à dire forcer le politique à faire son travail et revendiquer le droit de se mêler de politique.

En août 2003 s'est tenu le sommet mondial de Johannesburg, celui-ci aurait dû se recentrer sur le développement des pays pauvres. Lors de cette conférence les États-Unis se sont opposés à tout nouvel engagement chiffré dans un cadre multinational qu'ils jugent inefficaces, la délégation américaine mettant en avant les partenariats publics / privés, associant les entreprises à des projets d'aide au développement . Le Président de la République M. Chirac constatait pour sa part que *"nous sommes la première génération consciente des menaces qui pèsent sur notre planète. La première et aussi probablement la dernière génération en mesure d'empêcher l'irréversible."*

Voici les principaux points du plan d'action :

- principes de Rio reconduits : "approche de précaution" ; "principe de responsabilités communes mais différenciées".

- Eau et assainissement : réduire de moitié d'ici 2015 la proportion d'êtres humains n'ayant pas accès à l'eau potable ou ne pouvant en acheter, conformément à l'objectif énoncé dans la déclaration du millénaire de développement concernant les êtres humains n'ayant pas accès à des moyens d'assainissement décentes et qui

lançait un programme d'action avec une assistance financière et technique.

- Protection des ressources naturelles (biodiversité) : la mise en route de la Convention sur la biodiversité et une réduction significative du rythme actuel de l'appauvrissement de la biodiversité d'ici à 2010 nécessiteront la fourniture de nouvelles ressources financières et techniques aux pays en développement.

- Énergie : encourager et promouvoir l'élaboration de programmes-cadres décennaux venant en appui d'initiatives régionales et nationales visant à accélérer le passage à des modes de consommation et de production durable. Diversifier l'approvisionnement énergétique en développant des technologies novatrices moins polluantes et de meilleurs rendements faisant appel aux combustibles fossiles ainsi que des technologies faisant appel à des énergies renouvelables, y compris l'énergie hydro-électrique et en assurant leur transfert aux pays en développement.

- Protocole de Kyoto : les États qui ont ratifié le protocole appellent les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le protocole en temps et heure.

**Quel sera l'impact des ces propositions au plan interplanétaire, au plan local? Car c'est bien chaque citoyen qui est ainsi interpellé. Cette notion de développement durable reste floue pour la plupart de nos concitoyens qui ont généralement une vision trop partielle des enjeux et ne font pas le lien entre la croissance économique, la justice sociale et la gestion responsable des ressources naturelles qui représentent pourtant les trois piliers du développement durable.**

Deuxième partie :

## **PREMIER VOLET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : L'ENVIRONNEMENT ET LES ÉQUILIBRES NATURELS**

Si le volet défense de l'environnement, respect des équilibres naturels et de ses ressources ne constitue pas à lui seul la problématique posée par le concept de développement durable, il en est un des piliers importants. Le caractère fini de notre planète nous impose le respect des éléments naturels que sont l'air, l'eau, les ressources naturelles.

Nous avons délibérément choisi dans notre réflexion / information l'élément "eau" pour les raisons suivantes: Celle-ci est indispensable à la vie, une moyenne d'1,5 litre par jour est nécessaire pour survivre, encore faut-il que cette eau soit potable. Cette précieuse ressource est très inégalement répartie : moins de dix pays se partagent 60% des gisements en eau douce. La gestion de l'eau représente un marché colossal ; ainsi en France, le parc de canalisation, les stations de traitement et d'épuration représentent 20 000 milliards d'euros ; le fonctionnement de ce système très complexe engage 15 milliards d'euros : de quoi susciter des convoitises.

Le problème de l'eau peut être lu à partir de cette perspective : au XV<sup>ième</sup> siècle nous étions 450 millions d'habitants sur terre à nous partager ses richesses, aujourd'hui nous sommes 6,5 milliards et dans cinquante ans on peut prévoir 10 milliards : une expansion, et des populations et de leurs besoins, dans un monde par définition fini. Il faut savoir qu'un habitant sur cinq n'a pas accès à l'eau potable et plus de un sur deux n'est pas raccordé à un système d'assainissement. Si tous les Terriens consommaient comme les Français les plus riches, la planète ne pourrait subvenir qu'à 600 millions d'entre eux, mais si nous vivions tous comme un habitant du Bangladesh la terre pourrait permettre à 20 milliards de subsister (I. Ramonet, in *Manière de voir* n° 65).

Il s'agit donc bien d'un problème de répartition équitable des richesses.

Or, d'une part, les ressources en eau sont limitées et mal réparties dans l'espace et dans le temps, ce qui nous conduit à envisager des travaux de plus en plus gigantesques mettant en péril l'écosystème comme un barrage géant en Chine, ou plus près de nous le détournement de l'Ebre vers l'Andalousie qui à terme provoquera l'assèchement, au

- Définition de la mondialisation : la mondialisation offre de nouvelles opportunités pour la croissance de l'économie, le développement et l'amélioration du niveau de vie dans le monde. En même temps, de graves défis demeurent, graves crises financières, insécurité, pauvreté, exclusion et inégalités. La mondialisation devrait être équitable pour tous.

- Aide financière au développement : la communauté internationale s'engage à concrétiser les engagements de hausse de l'aide publique au développement. Elle invite instamment les pays qui ne l'ont pas encore fait à s'employer concrètement à atteindre l'objectif d'une aide publique au développement représentant 0,7% de leur Produit Intérieur Brut.

- Responsabilité sociale des entreprises : promouvoir activement la responsabilité (sociale et environnementale) des entreprises sur la base des principes de Rio, à travers l'élaboration et la pleine application d'accords et de mesures à l'échelle gouvernementale.

moins partiel du delta de l'Ebre, entraînant fatalement des remontées d'eau saline aux conséquences incalculables ; c'est aussi le projet d'amener les eaux du Rhône en Catalogne pour alimenter les marinas du sud, ou pour permettre une agriculture plus intensive encore, dont les besoins en eau sont démentiels. Le transfert, dès 1981, des eaux du Tage vers la Murcie a permis 87 000 ha de cultures intensives nouvelles, hectares qui ont capté l'essentiel de ces eaux du Tage. *«L'eau n'est pas une marchandise, c'est une richesse. En donner pour la vie oui. En vendre pour créer plus d'argent non »*

Elle justifie aussi des tensions politiques entre pays en particulier au Proche Orient.

D'autre part notre rapport à l'eau n'est pas toujours rationnel : la fabrication d'une tonne de pétrole nécessite l'utilisation de 10 t d'eau ; notre conception de l'agriculture intensive et hors considération écologique est source d'un gâchis important ; est-il rationnel d'entretenir en pays de sécheresse estivale de coûteuses pelouses, au détriment d'ailleurs du paysage ?

Une logique financière incitatrice à consommer toujours plus conduit à des gaspillages inconsidérés

collectifs mais aussi individuels non seulement de l'eau mais aussi des ressources (limitées) de la terre pour se procurer ce précieux bien (voitures pour aller chercher de l'eau enfermée dans des bouteilles plastiques à jeter...) ; de plus nous la transformons en vecteur de nos pollutions (rejets dans les rivières et dans les mers de produits que nous utilisons abusivement (engrais, lisiers) ou que nous négligeons d'exploiter (fumier), quand nous n'allons pas jusqu'à menacer notre propre avenir en polluant ou en tarissant les nappes phréatiques

Pourtant l'accès à l'eau, bien naturel, commun à tous, inaliénable donc, est un droit humain social individuel et collectif. Cependant c'est un droit qui n'est pas respecté puisque la quantité totale d'eau potable accessible sur la terre n'est pas suffisante pour donner à chacun de ses 6,5 milliards d'humains ce que consomme en moyenne un habitant des pays nantis. Ce droit est donc un luxe, qui nous paraît naturel lorsqu'on est du bon côté de la barrière ! Nous ne nous soucions guère de l'économiser habitués que nous sommes à la consommer inconsidérément : constatons l'accroissement du nombre de piscines (y compris près de la côte), constatons que nous nous accommodons de trouver des taux de 50% de fuite dans les réseaux urbains, ou de l'énorme gaspillage que représente l'irrigation malgré les révélations de l'UNESCO suivant lesquelles l'irrigation qui absorbe environ 70% de l'eau douce disponible serait inefficace puisque 60% de l'eau utilisée est perdue. Nous ne pensons guère aux générations futures et à leur avenir en pratiquant les pompages des réseaux souterrains, ou en transformant la Méditerranée en déversoir. Que dire alors de l'équité sur la planète Terre ? La condition de la femme africaine pour qui l'approvisionnement familial en eau constitue l'essentiel de l'existence, et de la fatigue (on estime qu'en Afrique une femme marche en moyenne six kilomètres par jour pour aller chercher l'eau du foyer ; cette occupation mobilise, en force de travail, l'équivalent de 10 millions de personnes à l'année).

Il est vrai que l'eau bien commun de l'humanité constitue un marché colossal :

En France la gestion de l'eau est une compétence communale ; dans les faits elle est majoritairement assurée par des entreprises privées : à peine un quart de la population française dépend d'un réseau de distribution d'eau potable "100% public", géré en régie. Quant à la gestion de l'assainissement, dont la privatisation a réellement commencé au début des années 1990, elle se fait majoritairement par ce biais. La distribution de l'eau potable est souvent concédée à des opérateurs privés sous

forme d'affermage (l'entreprise exploite et entretient le réseau, la collectivité décide et finance les investissements). Trois grandes compagnies se partagent le marché : la Générale des eaux (Vivendi environnement 40%), la Lyonnaise des eaux-Suez (27%) et la Saur (Bouygues 10%) ; la facture totale annuelle des français s'élève à 10,2 milliards d'euros.

Dans les pays en voie de développement : les groupes privés se posent en sauveurs. Ainsi en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Bolivie, en Argentine récemment, la Lyonnaise des eaux a exigé d'indexer le prix de l'eau sur celui du dollar ; la liste est longue des pays où la délégation de la gestion aux multinationales, souvent françaises, s'est terminée par une hausse des prix, empêchant les plus pauvres d'accéder à l'eau. Les multinationales travaillent de surcroît main dans la main avec les institutions financières internationales (le FMI par exemple), qui poussent ces pays étranglés par la dette à sacrifier leurs services publics et à ouvrir la gestion de l'eau aux sociétés privées. Autre forme de colonialisme, disent les adversaires de la mondialisation basée sur l'économie !

Si, grâce à l'eau, l'hygiène a pu progresser, utilité indéniable de l'eau, le même bilan ne peut être dressé pour l'ensemble de l'humanité : l'eau contaminée qui suscite malaria, diarrhée, choléra tue chaque année 5 millions d'habitants, bien davantage que le sida ! C'est le premier facteur de mortalité dans le monde, les principales victimes sont les enfants de moins de quinze ans. N'oublions pas non plus l'arrogance et l'injustice que représente la consommation touristique de l'eau par rapport à sa consommation autochtone dans les pays où les riches vont encore prendre le peu qu'ont les pauvres, en apportant des devises...aux puissants de ces mêmes pays.

En considérant que l'Homme a su jusqu'à présent et *se faire peur et maîtriser pourtant sa destinée*, ce discours est-il trop alarmiste ? interroge l'un de nous. Des décisions internationales ont déjà été prises, ainsi à Johannesburg le vœu a-t-il été émis de réduire la proportion des populations privées d'eau. On a créé un institut d'aménagement de l'eau en Afrique. En même temps qu'un indispensable sentiment de solidarité internationale semble apparaître, la nécessité d'un partenariat entre pays riches et pays pauvres voit le jour. Mais n'est-ce pas un prélude à une mainmise des lobbies de l'eau sur les richesses du Tiers-monde, comme ils l'ont si bien réalisée dans les pays riches pour établir des fortunes sans rapport final avec l'eau mais plutôt et surtout avec l'exercice des pouvoirs, médiatiques plus précisément.

La question de l'eau relève donc d'abord de notre attitude individuelle, du privé : prise de conscience d'un bien qui n'est pas inépuisable, et qu'on peut et doit économiser par nos gestes quotidiens, par l'éducation de nos enfants, par une volonté exigeante de repenser nos consommations ; mais aussi par la prise de conscience que nous sommes dans une situation de fuite en avant permanente (toujours plus de parkings, de surface habitable, d'objets de consommation, d'eau...), aux antipodes d'une perspectives de développement durable.

Mais elle relève aussi d'une conception politique différente dans notre rapport au monde. Accepter ou refuser cette division du monde en deux camps : celui des nantis, qui demandent toujours plus, celui des pauvres condamnés à toujours moins. Une humanité est-elle viable à long terme sur une telle perspective ? La forteresse tiendra-t-elle éternellement et quel sera le prix à payer pour son effondrement, prix à payer par nos enfants quand nous aurons, nous, joui de sa protection ?

Le prétexte que "*deux experts ne seront jamais d'accord*" nous dispense-t-il de nous interroger sur notre responsabilité ? Comme le fait observer l'un de nous, "*avec l'eau on touche le problème de la finalité de notre société, de son organisation*", et de citer l'exemple de la Bretagne qui malgré l'outrancière industrialisation de son agriculture et les incidences catastrophiques pour son environnement n'obtient que le dix-septième rang dans le classement des régions françaises par leur richesse. Développement, bien-être et richesse ne vont pas forcément toujours de pair. Peut-être même qu'il pourrait y avoir fondamentalement quelque incompatibilité entre eux ...

Troisième partie :  
**DEUXIÈME VOLET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE :  
LE DOMAINE SOCIAL**

Rappelons les trois principes à la base du concept : précaution, solidarité, participation, et qu'il se décline en trois volets : environnemental, social (objet de cette partie), économique car le développement durable ne peut se situer qu'à la charnière de l'économique, du social et de l'environnemental. Or d'évidence la société des hommes, dans son ensemble, souffre d'un mal-être social évident : le fléau de la violence, psychologique et physique concerne toutes les régions du monde et engendre de nombreuses atteintes à la dignité humaine en même temps que se développent pauvreté, exclusion, discriminations raciales et sexuelles, déchéance psychologique, dépendance aux drogues et que prolifèrent les conflits armés touchant les populations civiles.

Alors l'adjectif "durable" interroge. Durable pour qui ? S'agit-il de faire durer le monde d'injustice tel qu'il est ? On peut regretter d'ailleurs que ce concept de *développement durable* soit trop souvent vidé de son sens. Il a été dit précédemment qu'en fait les retombées du sommet de Rio ont porté essentiellement sur la protection de l'environnement dans les pays développés ; les autres volets et tout particulièrement le volet social n'ont pas été pris en compte. Le 28 novembre dernier suite au naufrage du Prestige, le gouvernement français a organisé un "séminaire" sur le développement durable. Au-delà du constat du premier ministre "*La planète est menacée*", cette réunion n'a guère apporté de solutions ; qualifiée d'*ennuyeuse* par un ministre présent, ce ne fut guère qu'une entreprise de communication rondement menée autant à destination des médias qu'à usage interne. Des grands témoins sont venus éclairer les ministres, entre autres le paléontologue Y. Coppens, l'astrophysicien H. Reeves, le PDG de Vivendi environnement, le professeur D. Bourg et la directrice du programme des Nations unies pour l'environnement... Comme on peut le constater la question sociale n'était pas au programme des réflexions de ce jour !

Chacun sait par ailleurs qu'un secrétariat au développement durable fait partie de l'organigramme du gouvernement de M. Raffarin : Mme Tokia Saïfa en a la charge ; lors d'un de ses premiers discours à Rennes le 2 juillet 2002, elle souhaitait «*humaniser la mondialisation, en renforçant la lutte contre la pauvreté, en développant l'accès à la santé et à l'éducation*» ainsi que «*promouvoir une véritable solidarité entre les générations et entre les peuples*». On peut douter des effets concrets de ces paroles, ou au moins chercher des traces de la concrétisation de cette volonté politique affichée.

**Agenda 21 confie au local la gestion du développement durable. En France c'est la Région qui a en charge le social, avec l'économique et l'environnement.** Ainsi en PACA à partir d'un projet précis concernant l'environnement, développant une autre idée du tourisme, elle monte un projet social en direction des publics déstructurés (insertion par le travail, mais qui prend en compte la santé, le logement, la parité...). L'environnement devient porteur de ce genre d'insertion : il impose le respect des règles de la nature, permet le partage d'une activité, crée de la convivialité. Ce projet, en dehors de toute contrainte de rentabilité, financé par l'Europe et avec le concours de l'État, concerne beaucoup de personnes, et se réalise en coordination avec la PJJ, les PLL, le Ministère du travail. D'anciens métiers sont sortis de l'oubli, de nouveaux métiers émergent, même s'il arrive que le RMI dissuade parfois d'aller vers des contrats aidés. On regrette que ce type d'actions ne soit pas médiatisé et soit même ignoré par l'ensemble des citoyens. Est-ce simplement dû à un défaut de communication ? Regrettons cependant aussi

que pendant que se réalisent de tels projets, des fonds soient coupés à des associations qui œuvraient dans le même sens.

Un autre exemple de traitement local de la question sociale liée au développement durable peut être apporté : la Municipalité marseillaise a pris l'initiative de constituer une "Cité des Métiers" associant divers partenaires et faisant appel à des fonds de diverses provenances. Il s'agit de mettre en place une banque de données destinée à concerner mille personnes par jour sur tout ce qui concerne le monde du travail (choix d'un métier, orientation, détermination des besoins et des possibilités de réponse à ceux-ci, définition de poste...) à l'exception de la mission spécifique de l'ANPE. Cette "Cité des Métiers" se propose d'être à l'écoute de tous les problèmes sociaux liés au travail, en prenant en compte les gens dans leur globalité. Il s'agit bien donc de "développement durable".

Pour traiter de la question des droits sociaux ne faut-il pas s'interroger sur la façon dont ceux-ci sont reconnus, ici et ailleurs dans le monde ? Quels sont ces droits ? On en énumère quelques uns : logement, santé, travail, retraite, éducation, sécurité, information, culture, accès aux services (téléphone, courrier, énergie domestique...). Les puissants mouvements sociaux du printemps 2003 ont révélé les problèmes que pose la gestion des retraites. La loi votée en juillet 2003 assure-t-elle les liens intergénérationnels ? De même le mouvement de contestation qui a ébranlé l'éducation nationale démontre si besoin est une des sources du profond malaise de notre société : dans un monde en pleine mutation où les repères deviennent incertains, déstabilisée l'école ne perçoit plus ses finalités. Autre exemple du malaise social, en octobre 2002, lors de la journée mondiale du refus de la misère, 750 associations ont dénoncé "l'insécurité sociale", initiative rarissime pour des acteurs de terrain qui d'ordinaire privilégient l'action aux coups d'éclat. Ces militants associatifs dénonçaient tout particulièrement la diminution drastique des emplois aidés (CES, CEC) en direction privilégiée des personnes n'ayant pas les aptitudes requises pour travailler dans le secteur concurrentiel, cela au moment même où le taux de chômage repartait à la hausse. Ces associations déploraient le désengagement parallèle de l'État dans tous les chantiers d'insertion.

Dans la hiérarchie des valeurs qui nous gouvernent, l'économie passe bien avant ces droits sociaux. C'est que les coûts sociaux ne sont jamais pris en compte dans les coûts. Notre économie tourne sans évaluer ce qu'il en coûte de les négliger, se limitant au calcul de ce qu'il en coûterait de les satisfaire. Ne comptant que la rentabilité, elle les ignore. On nous a peu à peu imposé une vision économiste du monde, nous faisant oublier qu'il ne s'agissait que d'une composante du fonctionnement de la société.

Pourtant les règles sociales sans lesquelles toute société se disloque devraient primer sur l'économie, ou au moins y être intégrées. Mais qui dicte "l'Économie" et s'en sert pour conserver ses privilèges ?

Le commerce équitable, les fonds éthiques sont aussi une des façons d'aborder la question sociale et la solidarité et de responsabiliser chacun (ces points seront repris dans la partie suivante). Les entreprises, comme au bon vieux temps des Michelin s'accaparant toute la vie sociale de leurs ouvriers, de l'école au logement, du commerce au loisir, se remettent aussi à "faire du social", mais on peut craindre qu'il s'agisse plus d'une régression de type paternaliste que de justice sociale. D'ailleurs cela relève-t-il de leur ressort ? N'y a-t-il pas là confusion des champs d'intervention ? Le quota des handicapés à intégrer dans le monde du travail est exemplaire : doit-il répondre à un acte de charité de

l'entrepreneur, ou d'un action du politique par le biais de la loi au nom de la juste répartition du travail et des richesses ? Force est de constater une fois encore que les lois ne sont pas toujours respectées. Les Emplois Jeunes auraient dû conduire à une formation et à une définition de nouveaux besoins, les contrats ont été signés dans ce sens. Mais les jeunes ont souvent été les premiers à se satisfaire d'une solution immédiate (et temporaire) à l'emploi, plutôt que de se projeter dans l'avenir. Quant au R.M.I. on s'est empressé d'oublier le "I" de l'insertion.

Reconnaissons quand même que c'est bien là le volet le plus difficile à mettre en œuvre et que le *durable* au sens voulu par le concept du « *développement durable* » ne tient guère compte réellement du *social*.

Quatrième partie :

### **TROISIÈME VOLET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : LE DOMAINE ÉCONOMIQUE**

Les Nations Unies ont demandé à vingt-deux fédérations industrielles mondiales de participer activement au développement durable, ces fédérations étaient présentes au sommet de Rio en 1992. Un constat cinglant figure dans un rapport des Nations Unies publié voilà deux ans : "*L'état de la planète se dégrade, mais, pour beaucoup, les affaires continuent à l'accoutumée.*" Ce document déclare "*l'industrie, un partenaire pour le développement durable*". Quelques dix ans après qu'ont fait ces grandes fédérations mondiales en matière d'économie d'eau, de matières premières ? Comment ont-elles respecté les droits de l'homme dans les différentes entités mondiales ? Il est clair que parmi les cinq cents entreprises les plus riches du monde, il n'y en a qu'une petite minorité qui publie des rapports annuels environnementaux et sociaux. Pourtant le rôle des entreprises ne se résume pas à la création d'emplois et de richesses, elles doivent aussi contribuer à la construction de piliers sociaux et environnementaux nécessaires au soutien d'une mondialisation qui profiterait à tout le monde ! Si l'entreprise n'a certes pas vocation à régler tous les problèmes de la société, il lui appartient malgré tout de contribuer à résoudre ceux dont elle est coresponsable, ceux auxquels elle contribue du fait même de ses activités.

Un article du journal du MODEF (Mouvement de défense des exploitations familiales) développant les positions de ce mouvement nous permet d'appréhender par le biais de l'agriculture combien les problèmes sont imbriqués. Par la question agricole nous touchons à la nourriture, à l'environnement, à la rentabilité, donc à l'économie, et bien entendu à la responsabilité individuelle et aux contraintes sociales. Le MODEF constate l'effondrement du nombre d'exploitants agricoles et analyse les causes des problèmes qui se posent au monde agricole en se plaçant dans la perspective du développement durable. Ce que remettent en cause ces paysans ce sont les logiques industrielles de production auxquelles ils ont été conduits, cause des maux dont souffre l'agriculture et bien entendu l'environnement. C'est bien parce qu'on a perdu de vue la taille humaine de l'exploitation agricole que l'agriculture a connu les dérives : produire toujours plus, toujours plus vite, au détriment de la qualité du produit, de l'environnement, de la biodiversité, de la qualité de vie, et donc en fin de compte du lien social. La rentabilité a conduit à favoriser les gros au détriment des petits jusqu'à les faire disparaître, sans qu'ils aient eu les moyens de réagir et sans que ce bouleversement social ne dérange vraiment les citoyens que nous sommes devenus. Les directives économiques de l'Europe ont une large responsabilité, mais la France est allée aussi parfois bien plus loin que ce que pouvaient exiger les instances supra gouvernementales. Notre comportement individuel est aussi à questionner : constatons que notre régime carné, emprunté au modèle américain, n'a rien de rationnel puisque nous absorbons par la viande des protéines que les végétaux nous fourniraient bien plus directement et sans l'énorme gaspillage énergétique que constitue ce passage par l'animal. Ainsi peut-on s'interroger autour de l'alimentation : acheter

"bio" n'est-ce pas aussi fabriquer une autre forme d'exclusion ? Exclusion par l'argent, exclusion par le modèle alimentaire préconisé.

Il est certain que la politique agricole commune favorise, incite à la surproduction par le jeu des subventions ; on pourrait bien imaginer que ces subventions soient utilisées à produire moins, mais à produire de la qualité. L'obésité croissante de nos concitoyens, et des enfants en particulier, doit nous inquiéter ; l'alimentation, son rôle, ses dangers, ses abus, la nécessité d'une alimentation équilibrée font partie de l'éducation nécessaire.

Les adeptes des "lois du marché" ne les appliquent pas en ce qui les concerne, puisque les paysans des pays riches, subventionnés très grassement, entrent en concurrence avec les paysans des pays pauvres déjà désavantagés par les conditions climatiques, économiques, et l'absence des infrastructures qui rentabiliseraient leur travail. Les paysans du Tiers-monde abandonnent alors la terre qui ne leur apporte plus de quoi faire vivre la famille et vont s'agréger autour des mégapoles où ils espèrent pouvoir glaner au moins quelques miettes de la richesse qui y transite. Lorsqu'on prétend résoudre leur problème par l'apport des OGM on ne fait en réalité que les soumettre davantage au joug des puissants qui vendent semences, engrais, pesticides, accroissant l'endettement des pays pauvres qui nourrissent les pays riches avec le paiement des intérêts de la dette, de ces mêmes qui contrôlent les marchés, tant intérieurs qu'extérieurs. 40% des ressources de l'Afrique sont placées en dehors du continent.

Pourtant la misère n'est pas une fatalité. C'est notre système économique qui la fabrique ; c'est nous qui fixons le prix du coton qui, d'après les chiffres mêmes de la Banque Mondiale, est passé, entre 1970 et 2001, en Côte

d'Ivoire, de 2,25 € à 0,0109 € tandis que le baril de pétrole dans le même temps passait de 4,08 € à 23,90 €. En 1971 il existait 27 pays dont le PNB était inférieur à 900 \$ par an, ils sont 49 aujourd'hui. Le revenu moyen de l'Afrique subsaharienne était 12 fois inférieur à celui des pays riches en 1970, il l'est aujourd'hui 20 fois.

Actuellement les 20% des plus riches consomment 86% des richesses produites, tandis que les 20 % les plus pauvres s'en partagent 1%. Or notre système économique ne tend pas vers plus de justice puisqu'il accroît de fait les inégalités, que l'écart se creuse toujours plus, tant entre les pays riches et les pays pauvres qu'à l'intérieur même des pays. Les riches deviennent de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres. La réduction des inégalités était pourtant l'une des priorités du *Sommet de la Terre* de Rio, il y a dix ans.

En 2020 la planète comptera huit milliards d'habitants dont près de 70% vivront dans des villes. Aujourd'hui deux milliards d'hommes ne jouissent pas de la sécurité alimentaire. Le développement d'une agriculture durable est une absolue nécessité. Ceci ne doit pas nous conduire à développer ici ou dans les pays du Tiers-monde des technologies dont nous ne maîtrisons pas les effets : OGM, bouleversement des structures économiques de bases et des habitudes alimentaires, consommation de masse, apports de produits chimiques que la législation interdit d'emploi sous nos yeux...

Notre responsabilité de consommateur, avons-nous dit, est engagée dans nos choix quotidiens, même si nous ignorons trop souvent les "aventures" des produits qui nous parviennent. On pourrait relater les voyages de la crevette entre son lieu de pêche et notre bouche. Et une réflexion sur les divers processus qui ont conduit à la chemise de coton qui couvre notre dos<sup>1</sup> révélerait que nous avons encore beaucoup à apprendre avant de prétendre consommer intelligemment. Pour autant peut-on aspirer à vivre isolé, et par exemple se passer du portable ?

La réponse doit aussi être collective et le résultat d'une politique consciente des enjeux. Actuellement les pollueurs ne sont pas les payeurs, et si les produits qui nous sont proposés le sont à des prix qui ne correspondent pas à leur coût réel c'est parce que ce prix n'est pas payé par le vendeur mais par la collectivité, en fin de compte donc le consommateur ; on pense ici aux infrastructures autoroutières qu'empruntent les camions de pommes de terre, plantées ici, lavées là, pelées ailleurs, et frites dans un autre pays sans que les pommes de terre ne paient vraiment le prix de leur voyage, tandis que nous respirons la pollution routière et payons les infrastructures !

Une chose en tout cas est sûre c'est que nous ne pouvons continuer longtemps à dilapider les ressources terrestres, au profit d'une poignée de plus en plus restreinte de bénéficiaires. Le défi posé par le développement durable semble être : comment obtenir que la société valorise davantage le futur, comment diminuer la préférence du présent, alors que pour des raisons physiologiques, l'homme a une vision tirée vers le court terme.

Nous nous interrogerons pour savoir si la seule réponse possible est celle de la croissance (contenue, maîtrisée, contrôlée, assagie...), modèle dominant de développement voulu et entretenu par le capitalisme. *«La logique citoyenne ne s'imposera-t-elle que si elle s'accorde avec la rentabilité»* comme l'affirme P. Jacquet, responsable de l'agence française de développement ou bien est-il possible

d'imaginer un système économique qui n'assimile pas le progrès social à la croissance et à la consommation marchande, ce que certains nomment "une décroissance soutenable" dont le théoricien est N.G-Roegen, économiste roumain, dont les travaux qui datent des années 70 démontrent que chaque fois que nous entamons notre capital naturel, comme les énergies de stock, nous hypothéquons les chances de survie de nos descendants. Ainsi la logique de la croissance infinie propre au capitalisme est physiquement insoutenable ; si pour établir une justice mondiale à l'horizon de 2050, nous devons offrir une consommation par habitant partout équivalente à celle qui prévaut aujourd'hui dans les pays dits développés, il faudrait disposer d'un espace naturel équivalent à douze planètes !

Tout le problème consiste donc à passer d'un modèle économique et social fondé sur l'expansion permanente à une civilisation "sobre" intégrant la finitude de la planète.

### **Alors la décroissance plutôt que le développement durable ?**

Le concept de développement durable est-il la seule réponse possible face aux inquiétudes de l'avenir de la planète? Est-il une réponse pour restaurer une biosphère dont la sacralisation de l'économie a accéléré la dégradation ou un emplâtre pour camoufler notre incapacité à faire face à la situation dans laquelle nous avons plongés la marche de l'humanité depuis l'industrialisation ?

Il nous apparaît avec évidence que c'est bien cette conception de l'économie au service d'elle-même et non plus de l'homme qui est la cause première de la détérioration de notre terre et des rapports humains que le concept de développement durable se propose de réparer. Mais cela est impossible sans une remise en cause de l'origine du mal. Notre système actuel repose sur le postulat que toujours plus signifie toujours mieux, alors qu'il en est avec évidence sa négation. Constatons simplement qu'un bel accident et un simple enterrement contribuent chacun pour leur part à augmenter le "PNB", tandis que l'heure que le parent consacre à aider son enfant dans ses devoirs, ou la visite à un ami malade comptent pour du beurre, tout autant que notre participation à nos réunions du club de citoyens. Ainsi, grâce aux ventes d'eau, d'appareils de climatisation, d'électricité et aussi du fait de la consommation médicale, voire des décès, l'épisode de la canicule de cet été 2003 se traduit par une augmentation du PIB ; ce qui est dérision, voire indécence ! L'investissement humain, humaniste, l'altruisme n'est pas pris en compte dans la richesse nationale puisque celle-ci n'est conçue qu'en terme de rentabilité! Est-ce là le choix de société exprimé ? Il existe d'autres indices de prospérité ; le PNUD<sup>2</sup> utilise aussi l'IDH (Indicatif de Développement Humain) qui prend en compte l'espérance de vie à la naissance, l'éducation et le niveau de vie, mais ce n'est pas celui que prennent nos économistes ni nos médias pour nous aider à percevoir le monde. Et si notre perception du monde est faussée est-on encore à même d'aspirer à le modifier ?

C'est donc en toute bonne foi que nous estimons que le *toujours plus* est susceptible de nous apporter le bonheur auquel nous aspirons naturellement. Mais ce toujours plus c'est aussi toujours plus d'asservissement au profit d'un système qui traduit bonheur par consommation. Avons-nous le choix ? Notre système économique n'est pas le fruit du hasard ; nos besoins sont au moins autant artificiels que nécessaires et inégalement satisfaits. Qui plus est nous voulons les exporter et faire croire à toute une partie du

<sup>1</sup> Voir la revue "Combat Nature" n° 138 d'août 2002 l'article de Myriam Goldminc et Claude Aubert

<sup>2</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement

monde qui, volens nolens, n'est pas soumis aux mêmes contraintes qu'il n'est qu'une façon d'accéder au bonheur, le nôtre.

Pourtant nos besoins ne sont-ils pas à relativiser, et ne pourrions-nous pas, si problème il y a, chercher d'autres solutions qu'une fuite en avant ? Après tout 80% de l'humanité se passent de réfrigérateurs, de machines à lever, et même d'électricité. Mais passent peut-être un peu plus de temps à s'occuper de leurs enfants ou de leurs vieillards ou simplement de leur humanité. Dans notre propre système relevons qu'un Néerlandais parcourt par an 1000 km sur sa bicyclette quant un Français en parcourt moins de 100. La déclinivité des terrains n'est pas seule en cause, peut-être. On peut au moins s'interroger.

Si l'on admet que nos sources d'énergie sont forcément limitées (on parle de quarante ans de réserves pour le pétrole, et même si c'est quatre-vingt cela reste limité) nous sommes de toute évidence contraints non à l'économie mais à une restriction drastique, affirment certains. Sauf si l'on est persuadé qu'un jour on se passera de pétrole *comme on a appris à se passer des fouets à lanières pour conduire les chevaux*. Le problème de la limitation de nos gaspillages n'aurait guère de nécessité, puisque de toutes façons, essence ou pas, nous n'aurons plus l'occasion de déplacer nos voitures ; comme on le constate déjà, elles s'arrêtent d'elles-mêmes dans leurs propres embouteillages. Est-ce la réponse de la sagesse ? Elle ne fait en tout cas pas l'unanimité de notre groupe, mais nous ne sommes pas là pour dicter ou recevoir la vérité, plutôt pour la chercher en confrontant nos opinions.

Il est certains que des substituts au pétrole seront trouvées, et ont déjà été trouvés (alcool, huile de tournesol, qui ne seraient pour l'instant rejetés que parce qu'ils ne sont pas soumis à la TIPP et parce qu'ils s'opposent aux intérêts des pétroliers et à leurs investissements massifs contraignant à une consommation croissante,...), mais c'est aussi une autre façon de vivre qu'il nous faudra alors envisager (l'autonomie de la voiture individuelle, la bougeotte, l'organisation de l'espace...).

Pourtant on ne peut réduire la question de l'avenir à celui de l'utilisation ou non de la voiture, et de la voiture à base de dérivés pétroliers.

L'avenir de la planète pose bien la question du renouvellement de tout ce que nous consommons, et depuis les années 1980 désormais l'humanité consomme plus que la terre ne produit ; en terme économique on dirait que nous consommons notre capital, alors que jusqu'à présent nous avons vécu des rentes que la terre nous prodiguait (grâce à la sueur, qui en fait d'ailleurs partie !).

C'est donc le gaspillage qui est en cause, tel le papier des publicités qui n'ont pour vocation que de nous inciter à gaspiller encore plus en gaspillant déjà. *"En pure perte"*, ou *"au contraire, pour le plus grand profit du système économique actuel, ce système économique précisément en cause"*. Les piles électriques sont une autre bon exemple de notre société de faux besoins, de gaspillage, et inconsciente de l'empoisonnement de son environnement : nous en consommons toujours plus, pour des usages les plus futiles, et leur récupération que la loi impose pourtant n'est réalisée que pour moins de 20 % d'entre elles.

Changer notre mode de vie ne se fera pas sans sacrifice, mais l'ignorer c'est condamner notre descendance par notre égoïsme.

Notre comportement d'homme civilisé pose tout de même un autre problème que nous n'avons qu'effleuré : nous agissons en véritables dictateurs non seulement à l'égard de

notre descendance mais aussi à l'égard de nos contemporains, ces autres habitants de cette terre, avec qui nous oublions de partager, parce que nous la concevons uniquement au service d'une poignée de nantis : on ne rappellera jamais assez que 20 % des humains utilisent à leur seul profit 86 % des ressources de la planète. Le 20 % des plus pauvres n'ont droit qu'au 1,3% de ces mêmes ressources. (Suzan Georges- Diplo de janvier 1999). C'est cela aussi le prix de notre PNB triomphant.

### La décroissance est-elle possible ?

Nous sommes de plus en plus convaincus que le triptyque « développement, consommation, emploi » est contestable.

La notion de «décroissance soutenable» mérite bien qu'on s'y attarde un peu ; en effet la conscience collective ayant intégré la croissance comme fondement quasi religieux de la modernité, la décroissance devient une sorte de schisme régressif menaçant l'intégralité de tout le système.

B. Clémentin et V. Cheynet, dans un texte sur *la décroissance soutenable* démontrent qu'il n'est pas de croissance infinie sur une planète finie ; rationnellement, il n'est guère d'autres voies pour les pays riches que de réduire leur production et leur consommation et cela de façon drastique, afin de "décroître". Les économistes ultralibéraux comme les néo marxistes ont éliminé de leurs raisonnements le paramètre "nature" ; privé de cette donnée, notre modèle économique et social est déconnecté de la réalité physique et fonctionne dans le virtuel ; l'économie actuelle est avant tout de nature idéologique. Les auteurs de cet article développent l'objectif d'une économie saine, modèle économique qui ne toucherait pas au capital naturel, objectif seul envisageable autant du point de vue moral (il est du devoir de chacun de préserver son environnement et de le restituer à ses descendants dans l'état où il lui a été confié) que du point de vue scientifique (le principal danger est l'incapacité de l'écosystème global à absorber tous les polluants que nous générons).

Évoquons à ce propos le problème des déchets ménagers à Marseille et les remous que provoque l'implantation d'un incinérateur à Port St Louis; les intérêts financiers priment semble-t-il sur l'efficacité du procédé et surtout sur la santé des habitants de toute la région (effets nocifs de la dioxine). Il faut savoir aussi que seuls 20% des déchets actuellement produits dans le monde font l'objet d'un traitement. La croissance de la consommation, l'industrialisation, l'urbanisation s'accompagnent d'une augmentation démesurée de la production de déchets domestiques ; entre 1980 et 1997, dans les pays de l'OCDE, les déchets "municipaux" ont augmenté de 40%.

Le traitement des déchets est de fait, un véritable casse-tête pour les entreprises des pays industrialisés et ses collectivités locales : les coûts sont élevés, les populations refusent le voisinage de traitements ; conséquence dans les années 80 s'est développé un trafic de déchets toxiques depuis les pays industrialisés vers les pays dits du Sud ou en voie de développement (la Convention de Bâle, en 1992 a instauré des règles visant à contrôler production et transport des déchets toxiques). Évoquons une nouvelle fois les problèmes posés par la pléthore du parc automobile sur Marseille et ailleurs alors que le développement des transports en commun serait sûrement une solution; pour information, en une heure sur une même voie de circulation normale on évalue respectivement à 2000, 9000, 14000, 19000 personnes se déplaçant virtuellement soit en voiture soit en bus soit à vélo soit à pied.

Mais pour ne pas générer de conflits sociaux nos civilisations auraient besoin de croissance perpétuelle et l'histoire montre que les crises ont rarement des vertus pédagogiques ; elles engendrent le plus souvent des conflits meurtriers.

Alors que faire ? A moins de rentrer dans une économie de guerre, l'appel à la responsabilité des individus est la priorité. Si les mécanismes économiques conduits par le politique ont un rôle fondamental à jouer (on peut évoquer ici des exemples venant des pays nordiques comme la Suède, le Danemark ou la Norvège qui produisent des denrées "raisonnables" pour l'environnement, ou Cuba qui développe une agriculture biologique), le vrai tournant devra s'opérer par le bas : l'éducation prend ici tout son sens. C'est par cette participation citoyenne que nous imposerons la baisse des armements ou la chasse au gaspillage ; c'est le citoyen qui boycottera l'appareil qui fait aller plus vite, comme les grosses cylindrées par exemple. C'est par une réflexion collective que la publicité pourra être rejetée, que la mode en tant qu'outil de gaspillage sera contestée.

Une économie saine nécessite un contrôle démocratique par le politique et par le consommateur averti et responsable.

Or à propos du développement durable force est de constater que les actions de nos responsables politiques sont inversement proportionnelles au nombre de discours qui se développent sur le sujet et tournent souvent à une sorte de mascarade : la canicule de cet été et ses conséquences semblent en témoigner ! *"On parle beaucoup mais on continue d'agir comme avant"*. Sommes-nous sourds, ou inconscients, ou, par optimisme, en train de rejeter la question pour la laisser à nos descendants au moment où peut-être il ne sera plus possible de trouver les réponses ? On peut espérer cependant que des idées cheminent et constater que la première étape d'une transformation de la société commence par une prise de conscience et que celle-ci demandera nécessairement du temps. En tout cas la pire des questions que pourrait se poser un militant semble bien être celle qui consisterait à se demander, s'il n'emporte pas l'adhésion immédiate de la société, à quoi sert de réfléchir et de proposer. *"À quoi ça sert ?"* et *"À quoi bon ?"* n'ont jamais conduit qu'à la résignation. Être parfois le premier à oser permet aussi parfois de constater que d'autres peuvent trouver l'idée pas si mauvaise, comme par exemple se rendre au travail à vélo. De toutes façons devant les difficultés, lorsqu'elles ne seront plus imaginaires mais réelles, il faudra bien que nous nous adaptions. Toute la question est de savoir si ce sera toujours possible après que l'irréversible sera franchi. Déjà, et depuis les années 1980, nous aurions entamé notre capital puisque nous consommons plus que ce que la terre serait capable de reproduire ou de recycler, non seulement en nourriture mais aussi et surtout en ces biens finis et pourtant indispensables et dont la valeur monnayable n'est pas immédiatement perceptible, que sont l'air et l'eau.

S'interroger sur ces questions n'est pas forcément se soumettre à des visions apocalyptiques si on s'efforce toujours d'établir son engagement sur la raison; ce qui est précisément la raison d'être de notre cercle, non pas recevoir mais chercher des éléments d'une vérité.

A ceux qui s'interrogent avec angoisse sur l'impossibilité de revenir en arrière il suffirait peut-être de considérer combien certains de ces besoins que nous estimons si fondamentaux et nécessaires ne sont apparus

que très récemment et que la plus longue partie de l'histoire humaine s'en est passé, comme la plus grande partie de l'humanité actuelle s'en passe encore. L'électricité n'a pas cent cinquante ans, la voiture moins de cent et le téléphone portable, nouvelle prothèse, moins de cinq ! Alors sans revenir en arrière n'est-il pas raisonnable de se demander s'il n'y aurait pas quelque moyen d'être moins assujettis à une technique, à une consommation, à une agitation ? Et déjà d'être moins conditionnables et asservis ? La première des conditions de l'affirmation de notre humanité n'est-elle pas cette faculté de dire non, de résister ? Face à Microsoft, par exemple, choisir Mac Intosh ! Ce n'est certes pas la grande révolution, mais c'est déjà un acte posé comme un refus d'être conditionné, soumis aux mouvements de la horde. C'est par une somme de ces petits actes qu'on sort au moins un peu d'un système de conditionnement dans lequel on s'imaginait être condamné. L'achat d'un paquet de café issu du commerce équitable ne recoud pas la déchirure du monde, mais il est une lueur d'espoir dans un monde qui ne se résout pas à se soumettre.

La nouveauté en soi n'est pas et ne peut être une valeur. Il ne suffit pas qu'un produit soit nouveau pour être indispensable. Et ce d'autant moins que lorsque les nouveautés apparaissent c'est soigneusement que sont négligées leurs incidences sur notre environnement, nos comportements, nos valeurs, etc. Comme si notre société agissait d'abord, pensait ensuite.

La façon que nous avons d'appréhender certaines questions et la façon dont les médias nous conduisent à appréhender certaines questions, nous détournent aussi trop souvent des véritables questions. Il est certain que la couleuvre nous effraie bien plus que la voiture, pourtant cette dernière est bien plus mortelle, incomparablement plus mortelle que ce pauvre reptile. Pourtant nous entrons sans appréhension dans une voiture et nous détalons au soupçon d'une couleuvre.

De même en ce qui concerne notre santé, les solutions que nous adoptons pour la maintenir ou la retrouver sont-elles toujours les plus rationnelles, et les remèdes ne sont-ils pas parfois pires que les maux ? Le lien médecine / allongement de la vie n'est peut-être pas aussi évident qu'il ne paraît. Les conditions d'hygiène et de travail, la nutrition, la diminution du taux de mortalité infantile expliquent certainement beaucoup mieux l'allongement de la durée de vie que l'acharnement thérapeutique. Peut-être qu'une relecture d'Ivan Illitch nous aiderait un peu à nettoyer certains de nos préjugés, ou du moins à relativiser cette certitude que le progrès signifie que ce qui est après est forcément mieux que ce qui était avant. Peut-être qu'une plus grande responsabilisation de l'individu, par rapport à son corps par exemple, lui permettrait aussi de s'affranchir de quelques servitudes, et de s'apercevoir que la santé est d'abord un acte mental et comportemental, que la maladie est d'abord une anomalie causée par l'environnement, psychologique et matériel, et que ce n'est pas forcément la médecine qui y contribue, en tout cas pas toujours (voir les maladies nosocomiales). Nous avons aussi trop souvent un rapport à notre corps qui relève de la consommation (sport, santé, "forme", ...), y compris dans nos rapports avec le médecin de qui on attend la santé et tout de suite, au détriment souvent de la parole qui certainement compte autant dans l'acte que la prescription du produit chimique. Tout dans le système actuel nous incite à entrer dans ce rapport de consommation, par exemple dans la multiplication des actes, pour nous rassurer, tout autant que pour donner du sérieux à l'acte thérapeutique, au point que

sans cette accumulation d'analyses, visuelles, chimiques et physiologiques nous ne pouvons prendre au sérieux un diagnostic.

Constatons pour terminer provisoirement cette réflexion sur les conditionnements sociaux qui nous empêchent parfois de nous interroger sereinement sur les conditions de sortie d'un système économique, qu'en 2003 il vaut mieux être une vache dans un pays riche que pauvre dans un pays "en voie de développement" puisque chacune de ces charmantes bêtes a droit à une subvention de 2,2 \$ quand le pauvre, c'est à dire la moitié de la population du monde, doit se contenter d'un revenu inférieur à 1 \$ par jour.

Y pensons-nous suffisamment nous qui parlons de justice sociale ?

En tout cas, nous sommes loin d'avoir épuisé le sujet et conduit notre raison jusqu'en ses retranchements.

Cette "décroissance" doit être soutenable et comprise par tous ; en particulier elle ne doit pas générer des crises sociales qui fatalement pourraient remettre en cause la Démocratie et l'Humanisme. Sans doute une des clés du problème se trouve dans une distribution différente des préférences, afin que les consommateurs choisissent des biens immatériels basés sur les relations humaines plutôt que sur les produits matériels dommageables pour l'environnement et volés à nos descendants..

Pour nous aider à poursuivre cette réflexion, M. Guy Roustang, directeur de recherche honoraire au LEST-CNRS,<sup>3</sup> a bien voulu développer le thème suivant lors d'une conférence / débat publique:

### **ECONOMISME ET DÉMOCRATIE :**

L'économie suffit-elle à assurer la justice sociale, et l'équité, c'est-à-dire les conditions d'un vivre ensemble? Peut-on sortir de l'économisme ?

M. Roustang introduit le sujet en signalant l'ambivalence qu'il relève dans le concept de développement durable ; s'il est fructueux de relier l'environnement, l'économique et le social à partir du constat que le développement actuel n'est pas durable, il craint pourtant que la rhétorique ne serve qu'à masquer les contradictions, et que cette unanimité de façade ne serve qu'à éviter d'affronter courageusement le problème. Pour le conférencier il s'agit bien de changer de logique, ce qu'il ne relève pas toujours dans ce qui se dit et s'écrit sur le sujet où on n'aborde trop souvent le problème que sous l'angle de l'économisme, qui n'est pourtant, et quel que soit le discours dominant, qu'une vision partielle de la société. Ainsi quand on estime que ce n'est pas le travail qui manque mais l'emploi et qu'on oublie qu'il ne peut y avoir que des limites à des besoins qu'on pense pourtant comme infinis et qu'on confond bonheur et satisfaction de besoins. N'oublie-t-on pas trop souvent de s'interroger sur les finalités auxquelles correspond la croissance ?

Notre système économique menace certes notre environnement, mais tout autant sinon plus notre capital social, notre vivre ensemble. Pourtant dans le triptyque c'est le social qu'on néglige et c'est sur cette question que le conférencier souhaite attirer notre attention.

#### **La démocratie menacée par la société de marché :**

Le constat de l'extension de la marchandisation à tous les domaines de la vie sociale devrait nous inquiéter : qu'on pense aux dérives du sport par exemple ou au concept du salarié jetable, conséquence du souci du profit à court terme, ou encore aux médias ignorants des soucis culturels préoccupés qu'ils sont par la rentabilité et l'audience.

Ceux qui sont épris d'émancipation humaine ne peuvent qu'être pris de vertiges devant les dérives de notre système économique : la consommation pornographique efface l'autre comme sujet partenaire. La mondialisation telle que nous la constatons n'est plus qu'un totalitarisme de l'argent destructeur de la société ; les oppositions droite/gauche se sont déplacées. Dans un monde où on n'a plus à se soucier de l'autre, où le modèle commercial triomphe culturellement, cela a-t-il encore un sens de demander à l'État de résoudre les problèmes sociaux ? Or non seulement il nous faudrait revenir à plus d'État, mais en même temps il faudrait s'interroger sur les liens sociaux, interpersonnels, tout ce qui ne peut être résolu par les règles du marché, ou par des décrets.

Il nous faut procéder à une remise en cause de la nature de l'économie, qui dans sa forme actuelle aggrave les inégalités, voire les exalte. A quel besoin de croissance répond-elle ? Au XIX<sup>e</sup> siècle il fallait satisfaire les besoins essentiels, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Nous sommes ainsi passé d'une société où la valeur du travail était fondamentale, où le travail signifiait production de biens, à une société où le désir est le moteur du consommateur, ce qui explique le rôle prépondérant de la publicité, non par informatrice, mais créatrice de besoins ; d'une société centrée sur le travail à une société centrée sur le commercial, où les nécessités du commerce commandent nos comportements, où consommer est devenu une fin.

Face au désengagement social, à la montée des abstentions et à la destruction du capital social, il nous faut réfléchir à une organisation scientifique du consommateur. Nous vivons sur un mythe de la grève générale quand notre arme réside dans le boycott des produits.

#### **Comment échapper à l'idéologie du tout économique ?**

Les élections de 2002 ont révélé la maladie de notre société. Tout semble y fonctionner comme si un large consensus s'était fait sur la nécessité de croissance, idée si profondément ancrée qu'il devient difficile de seulement pouvoir exprimer des doutes sur cette nécessité : ainsi du dogme suivant lequel la création d'emplois dépendrait de l'augmentation de la croissance, elle-même soumise à une augmentation de la consommation.

<sup>3</sup> voir bibliographie

Ainsi n'avons-nous plus de réflexions sur nos besoins ; que dire quand l'équation « besoin égale ce qui se vend » ne peut plus être contestée ? Cette réflexion passe par une prise en compte de la psychologie du consommateur : au nom de quoi consomme-t-il ? Dans quel environnement social (banlieues / voitures) ? Quelles logiques sont à l'œuvre ? De quelle liberté dispose le consommateur ? Comment distinguer les besoins essentiels, qui ne sont pas forcément matériels ? Quelle place accorder aux besoins culturels, d'éducation, de participation à la vie sociale ?

Face à ce besoin d'engagement civique et politique, la critique du capitalisme est nécessaire, mais non suffisante. Le libéralisme économique rend compte de l'envie de consommer toujours plus. Au-dessus des maîtres du système qui tirent les ficelles, règne le Maître des maîtres, qui nous habite : notre désir de posséder toujours plus. Et c'est lui qu'il nous faut remettre en cause. Certes il faut redistribuer, lutter contre les inégalités, mais on ne pourra faire l'économie d'une réflexion sur la nature de la richesse produite. Il ne suffit pas de se contenter d'une critique radicale du système, il faut développer des utopies positives. Il faut oser chercher des réponses à un problème qui semble nous dépasser. Le projet de développement durable ouvre des perspectives, mais la déclaration d'intention n'est pas suffisante si elle ne résout pas les contradictions internes qu'il porte, et dans lesquelles sont pris également nos hommes politiques. Le mouvement vers une économie solidaire qui se propose de redonner à chacun quelques moyens d'action sur son environnement, est prometteur. Notre société a aussi besoin d'un discours politique cohérent et courageux. M. Roustang conclut son exposé par une citation d'Anna Arendt : « *Compte tenu de l'impasse dans laquelle notre monde est parvenu, il convient d'attendre des miracles... Si le sens de la politique est la liberté, cela signifie que nous avons effectivement le droit d'attendre un miracle dans cet espace et dans nul autre. Non que nous croyions aux miracles, mais parce que les hommes aussi longtemps qu'ils peuvent agir, sont capables d'accomplir et accomplissent constamment, qu'ils le sachent ou non, de l'improbable et de l'imprévisible.* »

Les nombreuses interventions du public reviennent sur la destruction du capital social et sur ce faux bonheur que la société veut nous vendre, regrettent l'invasion de la publicité et le conditionnement du consommateur (pourra-t-il s'en échapper par une économie solidaire, alors que le commerce équitable demeure encore à l'état confidentiel ?)

L'éducation a un rôle à jouer, mais le législateur doit aussi intervenir, par exemple en limitant le niveau des recettes publicitaires.

On s'interroge aussi sur les moyens de relier l'économie et le social et des alliances qu'il faudra créer entre les divers mouvements, les diverses tentatives, pour ne pas avoir toujours à recommencer tout à zéro. Des acquis seront à consolider, des méthodes à partager, des formations à assurer. Mais seront nécessaires des soutiens au niveau des institutions.

Une intervention, opposant PNB et IDH (indicateur de développement humain imaginé par le PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement) souligne combien nos instruments de mesure sont parfois trompeurs. Les indicateurs sociaux permettent d'imaginer une autre politique, sur le long terme, à l'opposé du court terme dans lequel nous situons l'objectif de croissance. Le mouvement associatif, acteur en dehors des règles du marché, doit interroger les pouvoirs publics pour qu'au-delà du quantitatif soit pris en compte le qualitatif.

M. Roustang prend l'exemple des programmes auto producteurs qui favorisent le développement social comme les jardins familiaux ou les réhabilitation de logements, et pour lesquels la question si souvent posée du nombre d'emplois créés est une mauvaise question parce qu'elle ne prend pas en compte la véritable dimension sociale du projet pour ne se situer que dans le court terme. Il nous faut utiliser d'autres critères pour mesurer l'efficacité de telles activités.

Des questions sont également posées concernant le fonctionnement des réseaux d'économie solidaire. On cite l'exemple de réseaux d'universitaires pour diffuser des informations sur des expériences en cours. Ils présentent l'intérêt d'être des liens entre acteurs, politiques et réseaux au niveau européen, permettant de tenter de surmonter les difficultés nées des différentes législations. Ces réseaux sont indispensables, car c'est de la société civile que naissent des solutions. Ce n'est pas négliger le politique, ni vouloir s'y substituer ; mais si agir politiquement c'est s'engager pour accéder au pouvoir, c'est tout autant développer le civisme de chacun, contribuer à créer ces liens qui seuls permettent de « faire société ». Un espace est donc à conquérir, en dehors de l'économie. Mais pour ce faire il nous appartient d'aller chercher de l'information, d'éveiller la curiosité, de garder l'œil actif.

*« Tous les maux viennent peut-être de ce que le citoyen, comparant l'épaisse et lourde force publique à l'impalpable jugement de l'opinion, dit et croit qu'on ne peut rien que par des mouvements catastrophiques. D'après cela, l'homme moyen craint autant les remèdes que les maux et se défend à lui-même de parler et de penser. Ce pessimisme finit par avoir raison car il engendre les maux qu'il craint » Alain - Propos du 25 janvier 1930.*

Les propos d'Alain nous conduisent à constater que l'éducation est essentielle pour la réduction des inégalités et l'accès au développement. Elle a des effets mesurables sur la croissance, l'environnement, la santé. Elle favorise la participation des populations à l'exercice de la citoyenneté elle est déterminante quant à la stabilité politique. Or en 2002, plus de 110 millions d'enfants (dont 60% de filles) sont privés de toute chance d'être scolarisés. Si les pays européens consacrent en moyenne 5% de leur PIB aux dépenses d'éducation, celles-ci restent dans de nombreux pays soumises aux aléas du remboursement de la dette (la responsabilité du FMI dans ces restrictions budgétaires est écrasante et ne sera jamais assez soulignée, l'intérêt des banques primant sur la justice et la sécurité mondiale) ou aux conflits qui exigent des ressources colossales en armement.

La mondialisation ambiante a mis en place une société d'exclusion, société de la superficialité, de l'apparence, de l'éphémère où l'individualisme et le profit sont rois, opposée à la culture qui est ancrée dans la profondeur humaine, l'épaisseur sociale, le durable.

Si le développement durable est «ce qui permet de répondre aux besoins des générations actuelles, sans pour autant compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins», nous devons aussi nous interroger sur les points suivants : Quelle culture laisserons-nous en héritage ? La culture est-elle une marchandise ?

Quatrième partie :

## PHÉNOMÈNE CULTUREL ET DÉVELOPPEMENT DURABLE :

L'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) actuellement en chantier, venant après l'AMI, se propose justement d'aligner ce qui pour nous relève de la culture à ce qui pour les chantres du libéralisme ne se réduit qu'à un commerce de services, puisque pour eux tout se réduit à des actes d'achat/vente. La culture et les services qui permettent son expression relève-t-il des règles commerciales, et donc de l'OMC ?

La Déclaration universelle sur la diversité culturelle adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO (2.11.2001) précédée par la Déclaration sur la diversité culturelle adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (7.12.2000) reconnaissent que la diversité culturelle était aussi nécessaire à l'humanité que l'est la diversité biologique à la nature et que les politiques visant à promouvoir et à protéger la diversité culturelle faisait partie intégrante du développement durable. Quelle diversité culturelle dans un monde où la puissance de frappe du possesseur des médias est incommensurablement supérieure aux forces susceptibles de résister ou simplement de subsister ?

Pourtant la déréglementation qui est l'objectif de l'AGCS, l'élargissement de la notion de commerce à douze services nouveaux (de la communication à la culture), menacent directement cette diversité culturelle déclarée par ailleurs indispensable. Accepter les règles du commerce pour ce qui relève de la culture c'est aller vers le moins-disant : il suffit de constater les ravages qu'entraîne la "rentabilisation" des chaînes de télévision, la course à l'audience motivée par la recherche des profits publicitaires, l'exploitation de ce qui est le moins noble de l'homme (la peur, l'appât du gain, le jeu devenu aussi essentiel que le pain, l'exhibitionnisme, le voyeurisme, le manichéisme par simplification de tous les phénomènes...), l'offre de ce qui est attendu au détriment de ce qui dérange et remet en cause...

On voit déjà ce qu'entraîne au niveau mondial sur la culture la domination économique des USA : qu'il s'agisse de nourriture (les Mac DO et Coca Cola), de cinéma ou de télévision, leur bulldozer renvoie dans les réserves toutes les particularités qu'il n'arrive par à lamener. Certains médias de la culture nécessitant d'énormes moyens financiers tombent ainsi dans les mains de ceux qui disposent de ces moyens. Pourtant il existe un cinéma hindou, mais il ne vient pas jusqu'à nous ; il existe un cinéma français mais les marchés américains s'en moquent ; il existe un autre cinéma d'animation que Walt Disney mais qui le propose autrement qu'à titre de curiosité dans quelque festival ? Il existe une autre chanson que celle que débitent les robinets des majors, mais comment la faire connaître ?

Certes la culture n'exige pas toujours d'énormes moyens financiers : on peut bien manger sans aller chez Mac Do, semble-t-il. Pourtant il semblerait que pour nos enfants (et tous ces enfants que sont certains adultes) il ne puisse y avoir fête en dehors de ces aspirateurs à fric qui attachent leur clientèle par de la bimbeloterie, comme nous nous attirions la reconnaissance des "primitifs" au bon temps de la colonisation par de la verroterie. La colonisation américaine ressemble fort en effet à celle que nous avons longtemps exercée à l'égard du monde quand nous allions

imposer nos écoles et nos religions, mission que nous continuons d'ailleurs en imposant nos modes de consommation destructeurs des économies locales (du poulet en batterie aux vêtements occidentaux, en passant par le blé et le pain dans les terres du mil ou du riz, et le lait en poudre à la place du lait maternel dans les pays privés d'eau potable).

Il serait quand même essentiel d'arriver à s'interroger sur le pourquoi d'une telle attirance, car après tout aucune milice ne nous a jusqu'à présent conduit dans un fast-food ni forcé à suivre un programme à la télévision, ni à acheter une place de cinéma. Est-ce parce que cette culture se contente d'accompagner notre glissade sur la pente de la facilité ? Est-ce parce que nos hommes politiques se sont soumis et ont abandonné la résistance ? Est-ce parce que nous-mêmes ne savons plus résister ? Est-ce parce que les portes d'accès à la culture sont contrôlées avec assez d'habileté pour que nous n'en apercevions guère les gardiens ? Il semble hélas assez dans la nature humaine d'être toujours attiré par le plus fort et le plus simple. Il semble aussi qu'aux aspérités nous préférions assez naturellement le lisse, le conforme, ce qui nous permet de rester discrets, de faire donc "comme tous les autres". Ceux qui ont des enfants, des adolescents surtout, savent combien cette aspiration les contraint, les assujettit, bien au-delà de la rébellion juvénile. Et notre monde n'est-il pas celui de l'éternelle adolescence ?

Constatons que l'objet culturel même n'est plus pensé en tant que tel mais dès son origine comme un produit industriel ; envisageons la différence d'attitude entre le lecteur d'un livre à sa table de travail et le consommateur de pop corn avachi collectivement dans un complexe cinématographique d'une périphérie ayant moins choisi son film que le film ne l'a choisi...

On ne peut que constater aussi que la culture de masse réduit le coût final (mais pas le bénéfice) de l'objet proposé ; et comment ignorer le coût de la culture quand on souhaite et qu'on exige qu'elle soit accessible à tous. Pour qui subsiste avec peine, la culture reste encore trop souvent un luxe, une aventure non prioritaire, d'autant moins qu'elle complique l'existence, ne simplifie pas la vie, et qu'on préférera toujours le charmeur de serpent au serpent. Et comme notre société en général considère que la culture n'est pas une priorité (d'abord du pain, ensuite des jeux...) il n'est pas étonnant qu'il y ait plus de peuple dans les arènes que dans les bibliothèques. Et comme cela fait aussi l'affaire de ceux qui ont le pouvoir, depuis la nuit des temps, y a-t-il encore lieu de s'étonner que la culture ne serve que d'alibi mais qu'on s'apprête à la brader au plus offrant ?

Sommes-nous convaincus que nous pouvons résister ?

Les revendications des intermittents du spectacle comme celles des acteurs de l'éducation nationale en ce printemps 2003 confirment les questions déjà posées : Quelle culture laisserons-nous en héritage ? La culture est-elle une marchandise ?

L'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) représente à nos yeux une menace pour la culture et les services publics : la complexité, l'opacité voulue qui entourent les négociations ont empêché tout débat à ce sujet. Cependant cet Accord ne se présente pas comme un traité

bouclé une fois pour toutes, mais comme un cadre qui prévoit "des séries de négociations successives qui auront lieu périodiquement [...] en vue d'élever progressivement le niveau de libéralisme". Pour information, c'est la Commission européenne qui représente les membres de l'Union européenne dans les négociations avec l'OMC qui gère cet Accord. Vingt-neuf demandes faites par la dite Commission auprès de ses partenaires commerciaux les plus importants ont été rendues publiques ; on y constate l'appétit des transnationales européennes pour les secteurs de la Poste, de l'énergie, des transports et de l'environnement (eau, traitements des déchets). Les demandes reçues par la Commission n'ont pas été rendues publiques, mais on sait qu'elles concernent tous les secteurs sauf la santé et les services sociaux. Les offres sont discutées par le comité dit "133", composé de hauts fonctionnaires des pays de l'Union européenne ; les parlementaires européens ou nationaux n'ont aucun droit de regard. La Commission prétend que cette façon de négocier est "traditionnelle" et que "ses partenaires" ne veulent pas la transparence ! A n'en pas douter, c'est une façon de concevoir la Démocratie !

La prochaine conférence ministérielle de l'OMC se tiendra à Cancun en septembre 2003. Les gouvernements des pays dits du Nord et la Commission européenne semblent acquis aux principes néolibéraux de l'OMC et donc de l'AGCS, c'est-à-dire à la marchandisation au bénéfice des transnationales dans tous les domaines. Le projet néolibéral vise un monde "idéal" où les ressources productives seraient toutes contrôlées par les transnationales produisant au moindre coût, quelles que soient les conséquences pour les salariés et pour l'environnement. Les investisseurs et spéculateurs internationaux domineraient l'activité économique ; les services, dont la santé et l'éducation, seraient fournis par le secteur privé sur une base commerciale ; la formation dispensée par les multinationales ferait de bons travailleurs et de bons consommateurs ; tout serait brevetable, y compris le vivant et une bonne partie de la consommation locale serait importée.

Sans vouloir développer un catastrophisme outrancier, Il nous semble que la complexité de cet Accord nécessite, impose un grand effort d'éducation populaire, tourné vers l'action de manière à informer de façon lisible et impartiale tous nos concitoyens.

**A**u terme de cette réflexion sur le thème du développement durable relevons que cette notion reste floue pour la plupart de nos concitoyens et qu'elle a subi de nombreuses dérives voulues ou non par les médias et les gouvernants. La vision proposée des enjeux en est souvent partielle ne faisant pas apparaître clairement les liens entre croissance économique, justice sociale et gestion responsable des ressources naturelles. Or nous vivons dans un monde complexe, tissé d'incertitudes et d'interdépendances : interactions des systèmes écologiques, multiplication des risques, planétarisation de l'information, des échanges (commerciaux, culturels...), et des risques technologiques, éclatement des sphères de pouvoirs et de savoirs. On ne sait plus trop qui prend réellement les décisions qui engagent l'humanité, en tout cas de moins en moins les hommes que la démocratie nous a invité à désigner pour cela.

Cependant en même temps on peut percevoir des signes encourageants. On assiste :

- à un renforcement des contre-pouvoirs citoyens (différents rassemblements mondiaux ou nationaux dont les derniers en date ont eu lieu à Florence et au Larzac), la création de réseaux indépendants d'information et d'expertise, la part importante prise par la lutte des femmes dans le monde
- à une prise en compte du local : l'Agenda 21 affirme le rôle déterminant des collectivités locales. On assiste, certes encore sous forme expérimentale, à une démarche participative afin d'agir local pour penser global.
- à un engagement du milieu économique : certains dirigeants ont compris, par conviction ou par capacité d'anticipation de la demande socio-économique, que le respect des principes du développement durable est une condition de la pérennité de leurs activités. Un certain nombre d'entreprises publient des rapports annuels du développement durable afin d'assurer une certaine transparence.
- à un développement des investissements socialement responsables, avec les fonds éthiques. Ces investissements pèsent aujourd'hui environ 3000 milliards de dollars dans le monde.
- à la prise en compte du commerce dit équitable et autres formes de distributions prenant en compte d'autres paramètres que le profit.

Mais ni le monde politique, ni le monde économique ne peuvent agir seuls : les citoyens confrontés aux risques technologiques, alimentaires, sanitaires, économiques ou sociaux ne veulent plus être exclus des décisions qui les engagements eux et leurs enfants. Le développement durable conduit à un nouvel exercice du pouvoir fondé sur la responsabilité, la reconnaissance des cultures, des savoirs. Le modèle dominateur qui a prévalu jusqu'ici est révolu.

Le développement n'est pas durable sans remise en cause de certaines habitudes et comportements. Il impose, pour être "durable" des changements en profondeur tant au niveau individuel que collectif.

Gouverner c'est dit-on prévoir, c'est aussi anticiper :

- mettre un terme aux politiques du "tout" (tout nucléaire, tout camion, tout incinérateur....)
- réorienter les choix publics et permettre la gestion de crises qu'elles soient sanitaires, agricoles ou industrielles.
- sur la question climatique, affronter le problème et prendre des sanctions contre les puissances (dont les USA) et les entreprises qui ne prennent pas de mesures concrètes ou qui n'appliquent pas la loi.
- C'est regarder les réalités et ne pas se limiter à des politiques d'aval qui n'ont aucun effet sur la prévention.











S'engager en faveur du développement durable, c'est créer un nouveau lien social, c'est mettre chacun face à ses responsabilités afin de répondre aux besoins matériels mais aussi assurer l'épanouissement de chacun en réduisant les inégalités sociales et les atteintes à l'environnement, approche ambitieuse et réaliste car elle englobe toutes les dimensions de notre développement.

Cela suppose des engagements concertés et des moyens importants associant les États, les institutions internationales et locales aux forces vives de la société civile du monde entier ; il s'agit bien d'un contrat planétaire, une sorte de mondialisation construite au service de l'humanité et non au service du capitalisme et de son autre nom, le libéralisme, qui prétend tout soumettre à la loi du plus fort dictée par une nouvelle divinité *Le Marché* trônant sur quelque Sinaï boursier.

Les réunions du Club de Citoyens des Amis de l'Instruction Laïque de Ste Anne (Marseille 8<sup>ème</sup>) sont ouvertes à qui veut bien y prendre part; il n'est exigé qu'une seule chose: la volonté d'échanger et de s'informer par l'échange. Pour en connaître le calendrier on peut contacter sa présidente Mme Suzanne Guilhem.

Chacune de nos réunions mensuelles fait l'objet d'un compte-rendu écrit et donne lieu en fin d'année à un document de synthèse. Celui que vous avez entre les mains résume les échanges de l'année 2002-2003 et fait partie d'une série réalisée au fil des réflexions des années précédentes.

Les sujets suivants ont été édités et sont disponibles auprès de  
Suzanne Guilhem 23 bd Luce – 13008 Marseille – Tél. 04 91 22 74 07 – courriel:  
[suzanne.guilhem@wanadoo.fr](mailto:suzanne.guilhem@wanadoo.fr)

-  travail, emploi, chômage, partage du travail (92/93)
-  immigration, nationalité, intégration (93/94)
-  à propos de la ville (94/95)
-  à propos de la démocratie (95/96)
-  libertés publiques, libertés individuelles (96/97)
-  solidarité, solidarités (97/98)
-  l'économie, au service des hommes ? (98/99)
-  pouvoir ou impuissance du citoyen ? (1999 –2000)
-  création du lien social (2000-2001)
-  décentralisation, organisation du territoire...(2001-2002)

Edité par

**Fédération des Amis de l'Instruction Laïque des Bouches du Rhône (FAIL 13)**  
**27 rue Mazagran 13001 MARSEILLE Tél. 04 91 24 31 60 – Fax 04 91 47 47 49**  
**courriel: [fail13@laligue.org](mailto:fail13@laligue.org)**